Revue d'Economie et de Statistique Appliquée
Volume 22, number 01, June 2025
ISSN : 1112-234X EISSN : 2600-6642
Pages : 254 - 278

MATRICE DE COMPTABILITÉ SOCIALE (MCS) DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE AU TITRE DE L'ANNÉE 2018 POUR UN MODÈLE CALCULABLE D'ÉQUILIBRE GÉNÉRAL (MCEG)

[*]**Zineb MAHMOUDI**:
Conseil National Economique, Social et Environnemental
Email : mahmoudi.mf@gmail.com

Khaled HAMIDI :
Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
Email : issemiw@gmail.com ,

Reçu le: 13/05/2025 **Accepté le :** 25/05/2025 **Publication en ligne le**: 03/06/2025

RESUME :
Cet article présente une description claire, structurée et détaillée du processus de construction d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) de l'économie algérienne pour l'année 2018. Fondée sur des données empiriques, cette MCS constitue la base pour l'élaboration d'un Modèle Calculable d'Équilibre Général (MEGC). L'article décrit le processus de collecte et d'intégration des données, ainsi que les méthodologies adoptées pour garantir la cohérence comptable. L'objectif est de fournir un cadre analytique rigoureux permettant de saisir les interdépendances entre les agents et les secteurs de l'économie, et d'évaluer l'impact des politiques publiques à travers la modélisation macroéconomique. Le principal résultat de cette étude réside dans l'élaboration d'une MCS équilibrée, qui reflète fidèlement la structure ressources-emplois de l'économie algérienne ainsi que ses équilibres macroéconomiques fondamentaux pour l'année 2018.

Mots clés : Matrice de Comptabilité Sociale (MCS), cohérence comptable, Système des Comptes Économiques Algérien (SCEA), Système de Comptabilité Nationale (SCN), Modèle Calculable d'Équilibre Général (MCEG).

ABSTRACT :
This article provides a clear, structured, and detailed description of the process of constructing a Social Accounting Matrix (SAM) for the Algerian economy for the year 2018. Based on empirical data, this SAM serves as the foundation for the development of a Computable General Equilibrium (CGE) model. The article outlines the data collection and integration process, as well as the methodologies adopted to ensure accounting consistency. The objective is to provide a rigorous analytical framework to capture the interdependencies between economic agents and sectors, and to assess the impact of public policies

[*]Zineb MAHMOUDI

through macroeconomic modeling; The main outcome of this study lies in the construction of a balanced Social Accounting Matrix (SAM) that accurately reflects the resource-employment structure of the Algerian economy, as well as its fundamental macroeconomic balances for the year 2018

Key words: Social Accounting Matrix (SAM), Accounting consistency, Algerian System of Economic Accounting, System of National Accounts (SNA), Computable General Equilibrium (CGE) model

I INTRODUCTION

La résolution empirique des modèles calculables d'équilibre général (MCEG) repose sur la construction d'une base de données cohérente, structurée et détaillée : la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS). Véritable socle analytique, la MCS intègre et organise des données macroéconomiques et sectorielles clés, permettant de représenter de manière systématique l'ensemble des flux économiques entre les agents institutionnels et les secteurs d'activité. Elle offre ainsi une vision intégrée du fonctionnement de l'économie, facilitant la compréhension des dynamiques internes, l'allocation optimale des ressources et l'orientation éclairée des politiques publiques. Grâce à son architecture rigoureuse en illustrant les mécanismes de production, de consommation, de distribution des revenus et d'accumulation du capital, la MCS constitue, à travers la modélisation macroéconomique, un outil fondamental pour l'évaluation ex ante des impacts économiques potentiels des réformes ou des chocs exogènes.

Cette étude se concentrera sur la conception de la MCS de l'économie algérienne pour l'année 2018. Au début, nous fournirons une vue d'ensemble de la MCS, incluant ses définitions, sa structure, ainsi que les sources d'information utilisées pour sa réalisation. Ensuite, nous décrirons la méthodologie adoptée pour l'élaboration et le remplissage d'une MCS de l'économie algérienne pour l'année 2018. Enfin, un aperçu sur la structure de l'économie algérienne de 2018 compte tenu de la matrice construite.

II QUAND L'ECONOMIE PREND LA FORME D'UN TABLEAU : REGARDS CROISES SUR LA MCS…

A Genèse et évolution du concept de Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) :

L'origine de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) remonte aux années 1758, lorsque l'économiste français François Quesnay présenta pour la première fois l'économie sous forme de matrice dans son "tableau économique". « Un tableau fondamental de l'ordre économique pour y représenter les dépenses et les produits sous un aspect facile à saisir » et ainsi permettre de « juger clairement des arrangements et des dérangements que le gouvernement peut y causer [1]». Cette approche innovante permit d'illustrer de manière systématique les flux économiques entre les différents secteurs, posant ainsi les bases de l'analyse économique moderne. Toutefois, durant le XIXe siècle, cet outil fut

[1] Théré, C. (2018). *Le Tableau économique de François Quesnay* (1758). Paris : Archives nationales.

progressivement délaissé, alors que de nouvelles théories et méthodologies émergèrent, reléguant les tableaux économiques au second plan. Ce ne fut qu'au XXe siècle que le tableau économique connut un regain d'intérêt. Les économistes redécouvrant l'importance de modéliser les relations économiques à travers des tableaux, permettant ainsi de mieux visualiser et comprendre les interactions complexes au sein des systèmes économiques.

Le projet de Leontief, lancé en 1932, donna lieux à deux publications, en 1936 et 1937, dans la revue du Harvard University Committee for Economic Research , The Review of Economic Statistics. Le premier article, intitulé « Relations quantitatives input et output dans le système économique des États-Unis », fut présenté comme une tentative d'établir le « Tableau économique des États-Unis pour l'année 1919 ». Leontief y exposa en détail les principes analytiques régissant ce nouveau mode de représentation de l'économie, ainsi que les sources, les définitions et les conventions choisies pour son tableau. Il y apparut clairement que la finalité du tableau n'est pas la représentation comptable de l'économie nationale, mais visait à établir un lien étroit entre les données statistiques et les concepts de la théorie économique. Plus précisément, c'est la théorie de l'équilibre général que Leontief convoqua comme contrepartie théorique à son tableau statistique : « Cette recherche statistique a été menée dont l'objectif précis d'apporter un fondement empirique à l'étude de l'interdépendance entre les différentes parties de notre économie sur la base de la théorie de l'équilibre général[2] ».

À la fin des années 1940 et au début des années 1950, Richard Stone proposa une nouvelle manière de présenter les résultats de la comptabilité nationale. En plus du format en comptabilité en "T", il introduisit une représentation sous forme matricielle, qu'il nomma Matrice de Comptabilité Sociale (MCS), en anglais « Social Accounting Matrix (SAM) ». Il démontra également que les tableaux entrées-sorties pouvaient être considérés comme un cas particulier de cette matrice[3].

Dans les années 1960, Richard Stone et son équipe développèrent le Cambridge Growth Model et publièrent une première Matrice de Comptabilité Sociale pour la Grande-Bretagne. Ils améliorèrent le cadre conceptuel en soulignant l'importance d'utiliser différentes unités statistiques (produits, établissements, unités institutionnelles) pour mieux représenter les activités économiques. Ces travaux, intégrant des matrices de transition entre unités, inspirèrent le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1968, où les tableaux de

[2] Akhabbar, A. (2019). *Wassily Leontief et la science économique : Suivi de « Les mathématiques dans la science économique »*, de Wassily Leontief. Lyon : ENS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.enseditions.11329

[3] Stahmer, C. (2004). *Social accounting matrices and extended input-output tables. In OECD (Ed.),* Measuring sustainable development: Integrated economic, environmental and social. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/9789264020139-21-en

ressources et d'emploi devinrent une partie intégrante de la matrice de comptabilité nationale[4].

Dans les années 1970, le concept de Matrice de Comptabilité Sociale évolua pour se concentrer sur les flux de revenus et de transferts entre unités institutionnelles (agents économiques), offrant une perspective socio-économique complémentaire aux analyses productives et financières. Cette approche, soutenue par Richard Stone, trouva une application notable dans les pays en développement, avant d'être intégrée au Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 et le Système Européen des Comptes (SEC) de 1995. Par la suite, Les travaux de Steven Keuning enrichirent ce cadre avec le système SESAME (System of Economic and Social Accounting Matrices and Extensions), permettant une analyse intégrée des dimensions économiques, sociales et environnementales[5].

B État de l'art sur les travaux empiriques autour de la MCS

Dans les années 1970 et 1980, ces concepts de la MCS furent particulièrement utilisés dans les pays en développement. Les expériences prometteuses dans ces contextes incitèrent les comptables nationaux à proposer l'intégration de l'analyse socio-économique dans les concepts révisés de la comptabilité nationale[6] renforçant ainsi l'importance de la MCS comme outil d'analyse et de planification économique.

En Algérie, plusieurs travaux ont été consacrés à la construction de matrices de comptabilité sociale, reflétant un intérêt croissant pour cet outil analytique dans l'étude de la structure de l'économie et l'évaluation des politiques publiques.

Les premiers exercices connus remontent à Mihoub (1988) et Redjel (2003) qui ont élaboré une MCS pour l'année 1979. Bentabet (1997), a produit une autre matrice pour l'année 1989. Pour l'année 2002, une MCS a été développée par le groupe de l'UAP-AMECO dans leur rapport de mission « Elaboration d'une matrice de comptabilité sociale de l'Algérie pour l'année 2002 », un groupe dirigé par Belkacem-Nacer, avec la participation de Bouazouni, Boumghar et Kernane (2008), sous l'égide du Ministère des Finances. Cette contribution s'est distinguée par son approche rigoureuse et l'utilisation de données issues des comptes nationaux.

D'autres initiatives ont suivi : Aouinine et Mazouzi (2007) ont élaboré une MCS pour l'année 2004, Touati (2012) pour l'année 2003, Mennad et Ben Bayer pour l'année 2013, Oukaci et Kherbachi (2008), puis Touati et Kherbachi (2011, 2014) ont produit des matrices respectivement pour les années 2003 et 2007 ; Hamadache (2015) pour l'année 2009 ; et, Soufi (2016) a construit une MCS pour l'année 2011.

[4] Idem.
[5] Idem
[6] Idem

Par ailleurs, la Direction Générale des Politiques et Prévision (DGPP) du Ministère des Finances algérien s'est dotée d'une équipe dédiée à l'élaboration d'un Modèle Calculable d'Equilibre Général basé sur une Matrice de Comptabilité Sociale. Cette structure vise à produire un cadre de simulation permettant d'évaluer les effets des politiques publiques, notamment en matière de subventions, de commerce extérieur, ou de réformes structurelles.

Ces efforts ont bénéficié du soutien de partenaires techniques internationaux, notamment grâce à l'assistance précieuse de l'expert canadien Bernard DECALEWI. Dans ce cadre, plusieurs Matrices de Comptabilité Sociale (MCS) ont été élaborées. Par ailleurs, une autre MCS, portant sur l'année 2015, a été développée en collaboration avec la Banque mondiale. Celle-ci visait à produire des scénarios permettant d'évaluer l'impact des réformes de la politique des subventions menées par l'État algérien.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, Ouala et Aït Mohammed (2021) ont analysé les répercussions de la crise sanitaire sur l'économie algérienne en mobilisant un MEGC. Sur le plan des réformes économiques, Abdenadir et Oukaci (2022) ont étudié les effets de la suppression progressive des subventions aux carburants à l'aide d'un modèle en équilibre général. L'impact sectoriel a également fait l'objet d'analyses approfondies. Agoune et Touati (2023) ont utilisé la MCS 2017 pour explorer le rôle du secteur agroalimentaire dans la dynamique de croissance sectorielle. De même, Belhocine et Kherbachi (2021) ont examiné l'effet d'une variation des dépenses publiques en recourant à l'approche des multiplicateurs MCS. Concernant les investissements publics, Amia et Oukaci (2021) ont simulé l'impact de programmes d'investissement sur la performance économique nationale, en illustrant les gains potentiels à moyen terme via un MEGC calibré sur l'économie algérienne. Sur le plan méthodologique, plusieurs travaux se sont intéressés à la construction et à la désagrégation de MCS adaptées à l'économie algérienne. Berrah et Mousli (2021) ont documenté le processus d'élaboration d'une MCS cohérente, tandis que Boualam et Benanaya (2022) ont développé une version désagrégée de la MCS algérienne pour améliorer la précision des simulations.

III QU'EST-CE QU'UNE MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS) ?

La matrice de comptabilité sociale (MCS) constitue un système de données complet, structuré, cohérent et consistant permettant de capturer les interdépendances existantes au sein d'un système socio-économique sur une période donnée. Ce cadre comptable représente un outil fondamental pour l'analyse des dynamiques économiques, l'évaluation des politiques publiques et la modélisation macroéconomique.

Le système de comptabilité nationale définit la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) comme un outil permettant de présenter les comptes du système de comptabilité nationale sous une forme matricielle, mettant en évidence les interrelations entre le tableau Entré Sortie (TES) et le Tableau Economique d'Ensemble (TEE).

Cette matrice fait partie des tableaux input- output qui fournit une photographie de la structure économique d'une zone géographique. Son mérite est la vision d'ensemble du circuit économique ; « c'est une matrice carrée de flux monétaire qui reflètent toutes les transactions entre les différentes entités dans une économie »[7]. Elle enregistre les flux monétaires, avec les recettes en lignes et les dépenses en colonnes, facilitant une visualisation claire du processus de production, distribution et redistribution du revenu qui se déroule entre les secteurs, les facteurs de production, les agents d'un système économique et le « Reste du Monde ». En appliquant le principe fondamental selon lequel les dépenses d'un agent deviennent le revenu d'un autre, la MCS illustre les interdépendances au sein du système économique. En intégrant ces différentes dimensions, la MCS offre une vue d'ensemble cohérente et dynamique des flux économiques, elle permet également d'analyser les effets multiplicateurs des dépenses et des recettes dans l'économie, offrant ainsi des insights précieux pour la formulation de politiques économiques. En constituant une base de données robuste, la MCS aide les chercheurs et les décideurs à évaluer l'impact des politiques publiques, à simuler différents scénarios socio-économiques et à prendre des décisions éclairées pour optimiser la gestion des ressources.

Faisant partie de la grande famille des tableaux économiques de synthèse, la MCS offre une présentation cohérente des transactions au sein d'une économie déterminée d'un payé, d'une région, ou encore d'un ensemble de pays ou de régions, et fournie aux décideurs de la politique économique la base comptable d'un cadre analytique susceptible de faciliter le choix[8]. Particulièrement, les MCS permettent de répondre aux questions macro-économiques difficilement interprétables sur la base de données fournie par le système de comptabilité nationale.

En suivant l'évolution du Système de Comptes Nationaux (SCN), la MCS a d'abord constitué une synthèse du tableau des entrées-sorties (TES) et du tableau économique d'ensemble (TEE), fournissant ainsi une vision globale des ressources et des emplois au sein d'une économie. Aujourd'hui, la MCS est davantage perçue comme une synthèse du tableau des ressources et des emplois (TRE) et du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI). Des tableaux de synthèse élaborés conformément aux directives du SCN 2008 qui remplacent respectivement le TES et le TEE. Cette évolution reflète la nécessité d'outils analytiques plus sophistiqués pour appréhender la complexité des systèmes économiques contemporains.

La MCS peut être restreinte à la seule sphère réelle de l'économie ou élargie pour intégrer la dimension financière. Elle est modulable et peut adopter différents formats selon les besoins d'analyse ou de modélisation, offrant ainsi une grande flexibilité. Cette adaptabilité permet aux chercheurs, décideurs et analystes d'ajuster la matrice aux contextes

[7] Mennad, N., & Ben Bayer, H. (2017). *La confection d'une matrice de comptabilité sociale de l'économie algérienne pour l'année 2012*. Revue Algérienne d'Économie et de Management, *8*(2), 82–92.

[8]Decaluwé, B., Martens, A., Savard, L. (2001). *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable*. Les Presses de l'Université de Montréal. CANADA

particuliers, ce qui facilite l'évaluation des politiques économiques et permet des prises de décisions mieux éclairées en fonction des dynamiques économiques observées.

La MCS est un tableau input output étendu que le chercheur peut l'utiliser aussi pour mesurer l'effet multiplicateur d'un choc exogène sur l'économie sans introduire des comportements économiques, en supposant une relation linéaire et fixes entre les flux économiques (chocs fiscale& prix de pétrole).

IV STRUCTURE DE LA MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE (MCS) :

La construction d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) repose sur l'exploitation de multiples sources statistiques. Elle s'appuie principalement sur les statistiques de la comptabilité nationale, les données du commerce, ainsi que sur des indicateurs socio-économiques liés aux revenus, à l'emploi et aux dépenses des ménages, obtenus à partir des enquêtes sur les dépenses de consommation et le niveau de vie des ménages. Ces données permettent de désagréger les ménages selon diverses caractéristiques socio-économiques telles que le niveau de revenu, le degré d'éducation, la répartition géographique (régions, zones urbaines et rurales, etc.), facilitant ainsi l'analyse de la distribution des revenus. Le niveau de détail requis dépend des besoins spécifiques de désagrégation pour chaque compte, en fonction des objectifs analytiques visés[9].

Tableau 1: Structure de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS)

		Compte des facteurs de P°		Compte des agents économiques					Compte des Branches	Comptes des produits	Compte d'accumulation	Total Ligne
		Travail	Capital	MEI	SQS	AP	IF	RdM	Branches d'activités	Produits	Accumulation	
Compte des facteurs de P°	Travail							RS versée par le RdM	RS versée par les branches productives			Rémunération du facteur Travail
	Capital								EBE des branches productives			Rémunération du facteur Capital
Compte des agents économiques	MEI	RS	EBE	Sous matrice des Transferts courants entre les agents économiques (Intérêts, Loyers, Impôts, Indemnités et Primes d'assurance, prestations, cotisations, autres transferts courants…)								Revenu des MEI
	SQS		EBE									Revenu des SQS
	AP		EBE									Revenu des IF
	IF		EBE						Impôts Liés à la Production	TVA+DD		Revenu des AP
	RdM									Importations (HT)		Revenu du RdM
Compte des Branches	Branches d'activités									PB au coût des facteurs		Offre de la Branche
Comptes des produits	Produits			CF des ménages		CF des AP		Exportations	CI		ABFF+VS	Total ressources en Biens et Services
Compte d'accumulation	Epargne			Epargne des MEI	Epargne des SQS	Epargne de l'État	Epargne des IF	Epargne du RDM				Total Epargne
TOTAL colonne		RS	EBE	Dép. tot des MEI	Dép. tot des SQS	Dép. tot des AP	Dép. tot des IF	Dép. tot du RdM	P°B au coût des facteurs	PB au prix de marché	Investissement	Total Ressources=Emplois

[9]Ferreira, V., Almazán-Gómez, M., Nechifor, V., Ferrari, E., & Diallo, S. S. (2021). *Social Accounting Matrix for Côte d'Ivoire 2015* (JRC Technical Report, EUR 30784 EN). European Commission, Joint Research Centre.

Le tableau 1 ci-dessus représente la structure de la MCS qui contient généralement cinq ensembles de comptes :

ALe compte des facteurs de production (travail et capital) :

Ce compte représente les flux liés à la répartition des revenus de production entre les facteurs travail et capital. En ligne, il enregistre la valeur ajoutée apportée par les branches d'activités et les agents économiques. En colonne, cette valeur ajoutée est redistribuée sous forme de rémunérations salariales pour le travail, et d'excédent brut d'exploitation (EBE) ou de revenus mixtes pour le capital.

BLe compte des agents économiques (unités institutionnelles) :

Selon le Système des Comptes Économique Algérien (SCEA), ce compte est composé de cinq comptes correspondant aux principales unités institutionnelles. Ces dernières se divisent en quatre catégories résidentes :

- Les sociétés et quasi-sociétés (SQS),
- Les ménages et entreprises individuelles (MEI),
- Les institutions financières (IF),
- Les administrations publiques (AP).
- À ces agents résidents s'ajoute un secteur non résident, c'est le "Reste du Monde" (RdM), qui représente les transactions économiques de l'Algérie avec l'étranger.

C Le compte des branches d'activité économiques :

Ce compte fournit en colonne la structure de la production nationale des différentes branches, en l'occurrence la consommation intermédiaire (CI), présentée dans la matrice des coefficients techniques, et la structure de la valeur ajoutée qui rémunèrent les facteurs de production. En ligne fournit la structure par produit de la production nationale.

D Le compte des produits :

Les produits disponibles dans l'économie se répartissent en fonction des branches d'activité, chaque branche offre un produit principal. Ce compte retrace en colonne l'offre totale en bien et services composés de la production locale, les importations et la valeur des impôts indirects nets des subventions sur les produits. En ligne les utilisations de ces ressources en consommation intermédiaire (CI), en consommations finale (CF), en exportations et en investissement (accumulation brute de capital fixe (ABFF) et des variations des stocks (VS)).

ELe compte d'accumulation (investissements-épargne « I -S ») :

Ce compte mesure les flux d'épargne-investissement. Il récolte en ligne l'épargne des agents économiques résidents et non résidentes pour financer en colonne les achats des biens pour la formation brute de capital fixe auprès du compte des produits y compris les variations de stocks d'inventaire.

Les cellules de la matrice permettent de renseigner à la fois le compte de dépense ou d'origine (en colonne) et le compte de revenu ou de destination (en ligne). La cohérence interne de nature comptable de la matrice est elle-même assurée par le fait que, pour chacun des comptes qui ont été ouverts, le total des recettes est égal (identique) au total des dépenses.

Il convient de signaler que la structure générale d'une MCS n'est pas rigide ; elle peut être ajustée en fonction des objectifs d'analyse ou de modélisation. L'ordre d'agencement des comptes reste flexible et peut être modifié sans impact majeur, ce qui permet une adaptation aux besoins spécifiques des études économiques ou des prévisions.

V FONDEMENTS STATISTIQUES DE LA MCS :

La construction de la MCS nécessite des sources d'informations multiples, principalement provenant des comptes nationaux. Parmi celle-ci, deux tableaux macroéconomiques de synthèse forment la base de cette matrice : le Tableau Entrées-Sorties (TES) et le Tableau Économique d'Ensemble (TEE).

Le Tableau Entrées-Sorties (TES) : est une synthèse des comptes de production et d'exploitation des branches et des comptes des produits[10]. Il permet en premier lieu une description de l'interdépendance entre les branches à l'aide de coefficients technico-économiques[11]. C'est l'interdépendance existante entre les différentes branches d'activité d'une économie en indiquant les biens et services qui entrent dans la production d'autres biens et services et leurs utilisations finales.

Le Tableau Économique d'Ensemble (TEE) : Ce tableau synthétise l'ensemble des opérations relatives aux secteurs institutionnels (les Société et Quasi Sociétés (SQS), les Ménages et Entreprises Individuelles (MEI), les Administrations Publiques (AP), les Institutions Financières (IF) et le Reste du Monde (RdM)). Et permet d'illustrer séquentiellement la production, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte, le revenu disponible, l'épargne, la capacité ou le besoin de financement et la formation du patrimoine.[12] Le TEE révèle les montants totaux reçus et versés par chaque secteur

[10] Labidi, M. (1988). *Manuel de comptabilité nationale et analyse des comptes économiques de l'Algérie (2e éd., revue et mise à jour).* Alger: OPU
[11] Piriou, J.-P. (2005). *La comptabilité nationale* (14e éd.). Éditions La Découverte.
[12] Insee. (2023). *Les comptes de la Nation en 2022 : Comptes nationaux annuels - base 2014*. Insee Résultats. **https://www.insee.fr**

institutionnel, mais il ne permet pas de montrer l'origine ni l'affectation précise des flux entre les secteurs.

Ces deux tableaux macroéconomiques peuvent être élargis par des informations microéconomiques obtenues à partir d'enquêtes, ce qui permet une présentation plus détaillée des comptes de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS). De plus, si la sphère financière est interconnectée dans l'analyse, le tableau des opérations financières (TOF) vient enrichir ces données, offrant ainsi une vision globale des interactions économiques. Cette combinaison de données macro et microéconomiques permet de comprendre en profondeur les dynamiques économiques et d'améliorer les analyses pour une meilleure prise de décision.

VI CADRE METHODOLOGIQUE DE CONFECTION DE LA MCS DE L'ECONOMIE ALGERIENNE :

La construction d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) pour une année donnée équivaut, en soi, un résultat signifiant. Toutefois, l'élaboration d'une MCS doit être considérée au regard des objectifs poursuivis, selon lesquels, il est possible d'élaborer une MCS adaptée aux besoins spécifiques de l'analyse.

Le processus d'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) de l'économie algérienne pour l'année 2018, s'articule autour de plusieurs étapes clés, permettant de garantir la cohérence et la fiabilité des résultats obtenus :

Le choix de l'année de base : La MCS de l'économie algérienne a été construite en prenant l'année 2018 comme année de base, un choix justifié par plusieurs facteurs. Tout d'abord, cette année se caractérise par la disponibilité de données statistiques fiables et complètes, essentielles pour élaborer une matrice cohérente. Ensuite, 2018 représente une période relativement stable sur le plan macroéconomique, sans chocs majeurs susceptibles de biaiser les analyses. Bien qu'elle s'inscrive dans une phase de transition post-choc pétrolier de 2014, elle reflète une économie en cours d'adaptation aux nouvelles réalités imposées par la baisse durable des prix du pétrole. De plus, cette année précède la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de COVID-19, survenue en 2020, ce qui en fait une référence « hors-crise » idéale pour analyser les évolutions structurelles et mesurer ultérieurement l'impact des chocs économiques et sociaux sur les équilibres macroéconomiques.

Identification des sources d'information : Comme mentionné précédemment, l'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) pour l'année 2018 repose sur les deux principales sources issues de la comptabilité nationale : le Tableau Entrées-Sorties (TES) et le Tableau Économique d'Ensemble (TEE).

Les données relatives aux opérations sur biens et services (compte des produits) ainsi qu'aux comptes de production par branche d'activité (Excédent Brut d'Exploitation, rémunérations des salariés, impôts indirects, consommation intermédiaire, production aux

coûts des facteurs, consommation finale des ménages et des administrations publiques, formation brute de capital fixe, variations de stocks, importations et exportations) proviennent essentiellement du TES. En complément, les informations concernant les transferts courants interinstitutionnels et l'épargne des secteurs institutionnels sont extraites du TEE, ce qui permet de compléter la MCS par les flux financiers et les opérations de redistribution.

VII LECTURE CHIFFREE DE LA MACRO MCS POUR L'ANNEE 2018 :

Tableau 2 : Matrice de comptabilité sociale agregee De l'économie Algérienne Pour l'année 2018 en million de dinars

	Travail	Capital	Ménages	SQS	Etat	IF	RDM	Branches d'activités	Produits	Accumulation	Total recettes
Travail					2978589	92974	15055	2451301			5537920
Capital								11954773			11954773
Ménages	5537921	6758215	1121123	11675	2549774	58091	7628				15035426
SQS		5196561	-	3715	616538	32974	36175				5885963
Etat			2195564	2256751	666825	139858	543603	1440774	1543858		8787232
IF			329997	299693	148862	181536	143373				1103460
RDM			858	607821	42281	77807	-		6567566		7296333
Branches d'activités									24432190		24432190
Produits			8438418	-	547731	98781	5273974	8585342		9599372	32543618
EPARGNE			3958468	2706309	1236631	421439	1276526				9599373
TOTAL Dépenses	5537921	11954775	15035428	5885963	8787231	1103460	7296333	24432190	32543614	9599372	122176287

Source : Etabli par l'auteur

Le tableau 2 ci-dessus présente une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) agrégée de l'économie algérienne pour l'année 2018. Cette matrice s'appuie sur le champ restreint de la production tel que défini par le Système des Comptes Économiques Algérien (SCEA), selon lequel l'ONS publie les comptes économiques de synthèse : TEE et TES. Ce système adopte le cadre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1968 pour l'enregistrement systématique et intégré des flux et des stocks, tout en incorporant certains éléments du Système de Comptabilité du Produit Matériel (SCPM) de 1971, afin de mieux rendre compte du processus de reproduction sociale. Le SCEA retient une définition de la production

Intérieur Brut (la PIB), ventilée en valeur ajoutée *des* 19 secteurs d'activité, en excluant les trois secteurs 20, 21 et 22 qui sont considérés comme non productifs. Toutefois, afin d'assurer la comparabilité internationale, notamment avec les normes du SCN des Nations Unies, ces trois secteurs sont réintroduits ultérieurement selon la définition élargie de la production retenue au niveau international.

Le compte des facteurs (Travail et Capital) : ce compte reflète la manière dont les ressources productives sont rémunérées au sein de l'économie et comment ces rémunérations sont distribuées entre les différentes entités économiques : La rémunération du travail, qui inclut principalement les salaires et les autres compensations versées aux travailleurs, s'élève à 5 537 921 millions de DA. Cette somme représente le total des rémunérations versées aux ménages, qui sont les principaux bénéficiaires de ces paiements. Les ménages, dans ce cas, sont considérés comme les détenteurs de la main-d'œuvre, et leurs revenus proviennent des différentes formes de travail qu'ils fournissent à l'économie (à l'Etat, aux Branches d'activité, aux Institutions Financières et au Reste du Monde). Ces rémunérations sont cruciales pour l'économie car elles servent de moteur à la consommation des ménages. Le revenu du travail est l'une des sources principales de demande pour les biens et services produits dans l'économie. En outre, ces revenus sont utilisés pour financer diverses dépenses des ménages, ce qui impacte directement l'activité économique tirée par la consommation.

Concernant la rémunération du capital, celle-ci est répartie entre deux grands types d'entités économiques : l'Excédent Brut d'Exploitation pour les sociétés et quasi-sociétés (SQS) et les revenus mixtes pour les entreprises individuelles (EI). La rémunération totale du capital se chiffre à 5 196 561 millions de DA pour les SQS, et à 6 758 215 millions de DA pour les petites entreprises individuelles. La rémunération du capital pour les SQS est donc une combinaison des bénéfices réalisés par ces entités et des dividendes distribués à leurs actionnaires. Ces sommes incluent généralement les accroissements des bénéfices nets, les revenus de la propriété nets et les transferts courants nets[13]. Ainsi, la rémunération du capital pour les entreprises individuelles représente essentiellement le profit que les entrepreneurs tirent de leurs activités économiques, souvent sous forme de bénéfices nets générés par leur activité commerciale ou artisanale.

Le compte des branches d'activité : Dans le cadre de leur processus de production, les branches d'activité ont recours à divers produits destinés à la consommation intermédiaire. À ce titre, elles effectuent des paiements pour l'acquisition de ces intrants, pour un montant total de 8 585 342 millions de DA. Parallèlement, elles rémunèrent les facteurs de production sous forme de valeur ajoutée, qui s'élève à 15 846 848 millions de DA. Cette valeur ajoutée se répartit en trois principales composantes, à savoir la rémunération salariale, qui s'élève à 2 451 301 millions de DA, l'excédent brut d'exploitation (EBE), d'un montant de 11 954 773

[13] Nations Unies. (2007). *Manuel de comptabilité nationale : Comptabilité nationale : introduction pratique* (Série F, n° 85, ST/ESA/STAT/SER.F/85). Département des affaires économiques et sociales, Division de statistique.

millions de DA et les impôts liés à la production, versés à l'État, qui s'établissent à 1 440 774 millions de DA. Ainsi, le total des dépenses des branches d'activité, soit 24 432 190 millions de DA, représente la production totale au coût des facteurs.

Le compte des produits : Les ressources du compte des produits proviennent principalement de diverses formes de demande, tant interne qu'externe, et elles sont affectées à différentes catégories économiques. Examinons de manière détaillée les sources de ces ressources et leur contrepartie dans l'économie. Les ressources de ce compte principalement de cinq catégories de demande qui alimentent l'économie de biens et services :

- **Demande des ménages pour la consommation finale** : Elle représente les achats de biens et services destinés à satisfaire les besoins directs des ménages. Cette demande s'élève à 8 438 418 millions de DA. Elle comprend notamment les biens de consommation durable et non durable, ainsi que les services, et constitue un moteur important de la croissance économique.

- **Demande des branches d'activité pour la consommation intermédiaire :** La demande intermédiaire fait référence aux biens et services achetés par les entreprises pour leur production, c'est-à-dire les biens utilisés dans le processus de production des autres biens et services. Cette demande est payée par le compte des branches d'activités, pour un montant de 8 585 418 millions de DA.

- **Demande finale de l'État :** Dans le cadre du SCEA, l'Administration publique est considérée comme agent non producteur qui n'a pas une fonction de production et ne réalise que deux grandes catégories d'opérations sur bien et services, à savoir : consommation finale et l'Accumulation Brute de Fonds Fixe. La demande de l'Administration Publique s'élève à 547 781 millions de DA. Elle est directement calculée à partir des dépenses de fonctionnement de l'Etat (matériel, fournitures, produits d'entretien, dépenses de fonctionnement de service public) majorées par les dépenses de fonctionnement des collectivités locales, des établissements publics à caractères administratif et les données de la sécurité sociale[14].

- **Demande des Institutions Financières :** La remarque formulée précédemment s'applique également aux Institutions Financières (IF), qui regroupent les institutions de crédit et les entreprises d'assurance. Ces entités sont considérées, selon le SCEA, comme non productrices, et leur consommation finale représente une composante significative de la demande globale de biens et services. Évaluée à 98 781 millions de DA, cette

[14] Office National des Statistiques (ONS). (2003). *Collections Statistiques. Série E : Statistiques Économiques N° 109.* ONS

contribution reflète les dépenses réalisées par ces institutions pour acquérir divers produits et services nécessaires à leurs activités opérationnelles.

- **Demande extérieure représentée par les exportations vers le reste du monde** *: En* générant des revenus en devises étrangères, les exportations sont un élément clé de l'économie nationale. La demande extérieure, payée par le compte du Reste du Monde est évaluée à 5 273 974 millions de DA, reflétant l'exportation de biens et services algériens vers d'autres pays.Une fois générées par la demande de biens et services, les ressources du compte des produits sont redistribuées pour soutenir diverses composantes de l'économie :

- ***La Production brute des branches d'activités :*** Une part significative des ressources du compte des produits est allouée aux activités économiques sous forme de production brute, mesurée au coût des facteurs, qui s'élève à 24 432 190 millions de DA. Cette valeur reflète la production réalisée par les différentes branches de l'économie algérienne pour répondre à la demande interne et externe.

- ***Les importations :*** Une partie des ressources du compte des produits est également mobilisée pour couvrir les importations, estimées à 6 567 566 millions de DA. Ces paiements concernent l'acquisition de biens et services étrangers, indispensables à la satisfaction de la demande intérieure, en particulier dans les secteurs où l'offre locale est insuffisante ou peu compétitive.

- ***Taxes et impôts sur les produits versés à l'État :*** L'État perçoit une fraction des ressources économiques sous forme de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de droits de douane (DD) et d'autres taxes indirectes. Le montant total de ces prélèvements s'élève à 1 440 774 millions de DA. Ces contributions fiscales, principalement issues des transactions du secteur privé, constituent une source essentielle de financement pour les dépenses publiques et les investissements structurels de l'État.

Le compte des unités institutionnels : l'intersection des comptes des secteurs institutionnels en colonne et en ligne donne ce qu'on appelle la ***« sous matrices des transferts courants inter-institutionnels ».*** L'élaboration de cette sous matrice nécessite le traitement des opérations par type de transfert (loyers, intérêts, impôts indirects, Impôts directs, Primes d'Assurances, Indemnités d'Assurances, Prestations Sociales, Services Financiers. etc.). Les informations utilisées pour élaborer cette sous matrice proviennent essentiellement du Tableau Économique d'Ensemble (TEE) de l'année 2018 qui consacre une ligne à chaque type de transfert. Le TEE met en évidence les montants totaux reçus et versés par chaque secteur institutionnel, mais il ne permet pas d'identifier précisément les relations bilatérales entre les secteurs. En d'autres termes, il ne repose pas sur le principe du compte écran, dans la mesure où il masque les flux directs entre agents économiques et ne permet pas de répondre à la question : « Qui paie combien à qui ? ». Pour pallier cette limite, il est nécessaire d'établir en amont une correspondance explicite des transferts inter-agents. Cela implique

l'élaboration de tableaux détaillant, pour chaque type de flux, les montants versés et reçus par chaque secteur, afin de reconstituer fidèlement l'ensemble des interactions économiques.

Tableau 3:Sous matrices des transferts courants entre les agents économiques

En millions de DA

	MEI	SQS	AP	IF	RDM	Total des ressources
MEI	112 123	11 675	2 549 774	58 091	7 628	**2 739 291**
SQS	-	3 715	616 538	32 974	36 175	**689 402**
AP (Etat)	2 195 564	2 256 751	666 825	139 858	543 603	**5 802 600**
IF	329 997	299 693	148 862	181 536	143 373	**1 103 460**
RDM	858	607 821	42 281	77 807	-	**728 768**
Total des dépenses	**2 638 542**	**3 179 654**	**4 024 280**	**490 265**	**730 9**	**5 447 347**

Source : Etabli par l'auteur

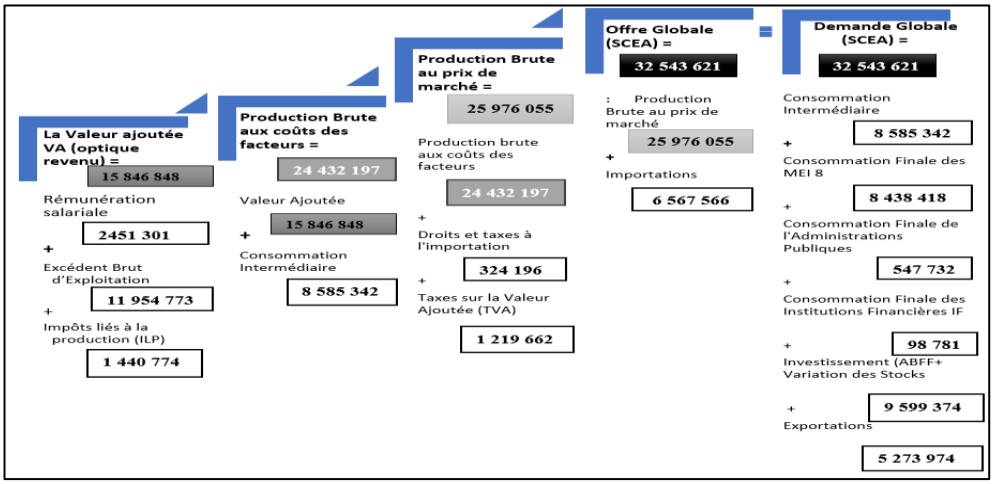
Les hypothèses et les informations ayant servi à l'établissement du Tableau Économique d'Ensemble (TEE) ne sont ni accessibles au public ni publiées sur le site de l'Office National des Statistiques (ONS). En l'absence de documentation officielle, l'élaboration de la sous-matrice mentionnée ci-dessus dans tableau 3 s'est appuyée sur les travaux du groupe UAP-AMECO, réalisés en 2008 dans le cadre du rapport de mission intitulé « Élaboration d'une Matrice de Comptabilité Sociale de l'Algérie pour l'année 2002 », commandité par le Ministère des Finances.

Le compte Épargne-Investissement : investissement est composé de l'Accumulation Brute de Fonds Fixe (ABFF)[15] et des Variations des Stocks (VS). L'ABFF représente la valeur des biens durables, à l'exception des biens de faibles valeurs, acquis par les unités résidentes productrices, ainsi que la valeur des biens et services incorporés aux biens de capital fixes acquis, aux terrains et aux actifs incorporels[16]. Il est aussi défini comme étant l'augmentation au cours d'une période, des fonds fixes d'un agent économique ou de la nation.

[15] Dans beaucoup de cas, on a tendance à confondre l'ABFF avec la notion de l'investissement. Or, la notion d'investissement s'apparente plus avec le cout de projet, c'est-à-dire toutes les études préliminaires nécessaires à la concrétisation du projet, l'acquisition de terrains, les installations et constructions, les actifs incorporels (licences et brevets), et même dans certains cas les frais financiers (intérêts) liés directement à la réalisation du projet. Si l'ABFF est produite au compte propre, elle est évaluée au prix de revient (prix sortis d'usine). ***Office National des Statistiques (ONS). (2003). Collections Statistiques. Série E : Statistiques Économiques N° 109. ONS.***

[16] Office National des Statistiques (ONS). (2003). *Collections Statistiques. Série E : Statistiques Économiques N° 109.* ONS

Figure 1 : Cohérence économique globale dans le cadre du SCEA (En millions de DA)



Source : Élaborée par l'auteur à partir des données de l'ONS

D'après le graphique ci-dessus, le calcul de l'offre globale suit une démarche séquencée en comptabilité nationale. La valeur ajoutée de 15 846 848 millions de DA représente la richesse créée par les agents économiques, calculée à partir de la rémunération des salariés, de l'excédent brut d'exploitation et des impôts liés à la production. En y ajoutant la consommation intermédiaire (8 585 342 millions de DA), on obtient la production brute aux coûts des facteurs (24 432 197 millions de DA). Cette dernière est ensuite ajustée pour intégrer les impôts sur les produits, notamment la TVA (1 219 662 millions de DA) et les droits et taxes à l'importation (324 196 millions de DA), ce qui permet d'aboutir à la production brute au prix de marché (25 976 055 millions de DA). Enfin, en ajoutant les importations de biens et services (6 567 566 millions de DA), on obtient l'offre globale de l'économie (32 543 621 millions de DA), soit la totalité des ressources disponibles pour répondre à la demande nationale et internationale. Cette offre globale est égale à la demande globale, également chiffrée à (32 543 621 millions de DA), conformément au principe fondamental d'équilibre comptable en comptabilité nationale. La demande globale se décompose en plusieurs composantes : la consommation intermédiaire (8 585 342 millions de DA), la consommation finale des ménages (8 438 418 millions de DA), celle des administrations publiques (547 732 millions de DA), et des institutions financières (98 781 millions de DA), ainsi que l'investissement brut (9

599 374 millions de DA) et les exportations (5 273 974 millions de DA). L'équilibre entre l'offre et la demande reflète l'utilisation complète de l'ensemble des ressources économiques disponibles sur une période donnée.

VIII ÉQUILIBRAGE DE LA MCS :

L'équilibre ressources-emplois doit impérativement être respecté, c'est-à-dire que le total des dépenses pour chaque compte de la MCS, doit être égal au total des ressources. Toutefois, l'utilisation de données micro et macroéconomiques issues de sources divergentes entraîne inévitablement une incohérence globale de la matrice ainsi qu'un déséquilibre comptable au niveau macroéconomique. Pour remédier à cette situation, plusieurs techniques d'équilibrage sont couramment utilisées afin de concilier ces données et de les ajuster dans la MCS pour garantir son équilibre (Fall, 2011 ; Hamadache, 2015). Parmi les méthodes les plus utilisées :

La méthode RAS, qui permet d'obtenir une nouvelle matrice proche de la matrice initiale en ajustant les totaux de contrôle de chaque ligne et colonne.

La minimisation de l'entropie croisée, qui repose sur la réduction de la mesure de divergence de Kullback-Leibler (1951) entre les probabilités a priori et a posteriori.

Cependant, dans notre cas, les données utilisées sont agrégées et issues des sources de l'ONS, garantissant ainsi une MCS équilibrée. Par conséquent, l'application de méthodes d'équilibrage ne s'avère pas nécessaire.

IX EXTENSION DE LA MCS, PASSAGE DU CHAMP LIMITE DU SCEA AU CHAMP DU SCN :

Avant de passer à l'élaboration des comptes économiques selon la nouvelle base de 2001selon le SCN 2008, et afin d'assurer la comparabilité internationale, les services de comptabilité nationale de l'ONS élaboraient également certains comptes et agrégats standardisés conformément au Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 1993). Ces comptes incluent :

1. Le Produit Intérieur Brut et son affectation.
2. Le Produit Intérieur Brut et ses emplois.
3. Le Revenu National Disponible et son affectation.

Ils sont établis à partir des comptes du SCEA et intègrent une extension du champ de la production. Cette extension permet d'élargir la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) à vingt-deux secteurs, en intégrant comme branches productives :

Branche 20 : Banques et entreprises d'assurance, qui constitue le secteur institutionnel « Institution Financière »

Branche 21 : Affaires immobilières, et **Branche 22** : Services non marchands fournis à la collectivité. Ces deux branches constituent le secteur institutionnel « Administration publique »

Ces branches réalisent ainsi des opérations de production et d'exploitation, ce qui modifie leur classification comptable.

Le changement impacte alors la consommation finale des secteurs institutionnels « Institutions financières » et des « Administrations Publiques », qui, du fait de l'extension du champ de production, deviennent productifs et ne sont plus considérés comme ayant une fonction de consommation :

Les ménages conservent leur fonction de consommation, mais leur montant diffère sensiblement de celui du SCEA, car ils intègrent désormais la consommation de loyers, les frais d'assurance et les services financiers. Ceux-ci, ce sont des produits des Administrations Publiques (AP) et des Institutions Financières (IF) au sens du SCN.

A travers la branche « Services non marchands fournis à la collectivité », les Administrations Publiques (AP) ont également une consommation finale, dont le montant diffère de celui du SCEA.

La production brute des administrations publiques est définie comme l'agrégat constitué de leur consommation intermédiaire, des rémunérations versées aux agents, des impôts sur la production et des charges d'assurance consommées. Conformément aux conventions comptables en vigueur, ce secteur est réputé consommer la totalité de sa propre production. En raison du caractère essentiellement non marchand des services qu'il dispense à la collectivité — à l'exception de quelques ventes résiduelles — la valeur ajoutée des administrations publiques est estimée sur la base des coûts des facteurs. Par ailleurs, n'ayant pas pour finalité la réalisation de profits, l'excédent net d'exploitation y est, par convention, supposé nul.

Sur cette base, la valeur ajoutée des AP correspond à la somme des rémunérations versées aux agents publics, à laquelle s'ajoutent les impôts indirects et la consommation de capital fixe.

La valeur ajoutée (VA) des Administrations publiques est ainsi calculée selon la formule suivante :

VA(AP) = Production Brute − Consommation, Avec :

Production Brute = Production brute des affaires immobilières + Production brute réelle des Administrations publiques - Achats de services non productifs

Consommation Intermédiaire = Consommation intermédiaire des affaires immobilières + Consommation de biens et services au sens du SCEA + Consommation des loyers et des assurances par les Administrations publiques

Quant aux institutions financières, leur valeur ajoutée est calculée de la même manière que celle des branches productives, c'est-à-dire par solde entre la production brute et la consommation intermédiaire. Elle correspond à la somme des valeurs ajoutées des deux principales branches du secteur financier, à savoir les banques et les entreprises d'assurance:

VA des Institutions Financières = VA des Banques + VA des entreprises d'assurance.

Le tableau 4 ci-dessous présente une représentation chiffrée de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS), conforme aux principes du Système de Comptabilité Nationale (SCN). Il met en lumière les flux économiques entre les différents secteurs institutionnels et les branches d'activité, illustrant les interrelations structurelles de l'économie nationale.

Tableau 4 : Matrice de Comptabilité Sociale de l'économie algérienne pour l'année 2018, au sens du SCN, en million de DA

		Compte des facteurs		Comptes des agents économiques					Compte des branches	Compte des produits	AJUST	Compte D'acc	
		Travail	Capital	M.E. I	SQS	Etat	IF	RDM	Branches d'activités	Produits	AJUST	Accumulation	Total recettes
C. facteurs	Travail							15055	5522865				**5537920**
	Capital								12681252				**12681252**
C. agents économiques	M.E. I	5537920	6758215	112123	11675	2549774	58091	7628			129837		**15165261**
	SQS		5196561	-	3715	616538	32974	36175					**5885963**
	Etat		131154	2195564	2256751	666825	139858	543603	1458545	1543858	-155755		**8780402**
	IF		595323	329997	299693	148862	181536	143373			-787080		**911705**
	RDM			858	607821	42281	77807	-		6567566			**7296333**
C. branches	Branches d'activités									28903876			**28903876**
C. produits	Produits			8568253	-	3519491	-	5273974	9241207		**812999***	9599372	**37015297**
C.Acc	Epargne			3958468	2706309	1236631	421439	1276526					**9599373**
	TOTAL Dépenses	**5537920**	**12681254**	**15165263**	**5885963**	**8780402**	**911705**	**7296333**	**28903869**	**37015300**	-	**9599372**	**126239462**

Source : Élaborée par l'auteur

La lecture de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) de l'année 2018, selon les conventions du SCN, suit une logique similaire à celle du SCEA :

Les revenus du travail, représentés par la rémunération salariale, s'élèvent à 5 537 920 millions de DA. Ils proviennent essentiellement des branches d'activité, constituées principalement des sociétés et quasi-sociétés (SQS) ainsi que des entreprises individuelles.

Le Reste du Monde (RDM) participe également à cette rémunération à hauteur de 15 055 millions de DA.

Les revenus du capital totalisent 12 681 252 millions de DA, répartis principalement entre les ménages, qui perçoivent 6 758 215 millions de DA sous forme de revenu mixte, et les SQS, qui bénéficient de 5 196 561 millions de DA sous forme d'excédent brut d'exploitation (EBE). Les affaires immobilières et les institutions financières (IF) reçoivent respectivement 131 154 et 595 323 millions de DA au titre de la rémunération du capital.

S'agissant du compte des unités institutionnelles, les ménages et entreprises individuelles (MEI) perçoivent 15 166 283 millions de DA de recettes, essentiellement constituées de salaires et d'EBE. Ces revenus sont affectés principalement à la consommation finale, pour un montant de 8 568 253 millions de DA, tandis que 2 638 542 millions de DA sont transférés à d'autres unités institutionnelles.

Les SQS, quant à elles, enregistrent des recettes de 5 885 963 millions de DA, dont une part significative — soit 3 179 654 millions de DA — est redistribuée sous forme de transferts.

L'État collecte 8 780 402 millions de DA, provenant essentiellement des impôts sur la production et sur les produits. Le Reste du Monde enregistre des échanges économiques avec l'économie nationale pour un total de 7 296 333 millions de DA, reflétant les flux commerciaux et financiers internationaux.

Le compte des produits dégage une valeur ajoutée brute totale de 37 015 300 millions de DA, après les ajustements requis. Les institutions financières perçoivent, à ce titre, 911 705 millions de DA.

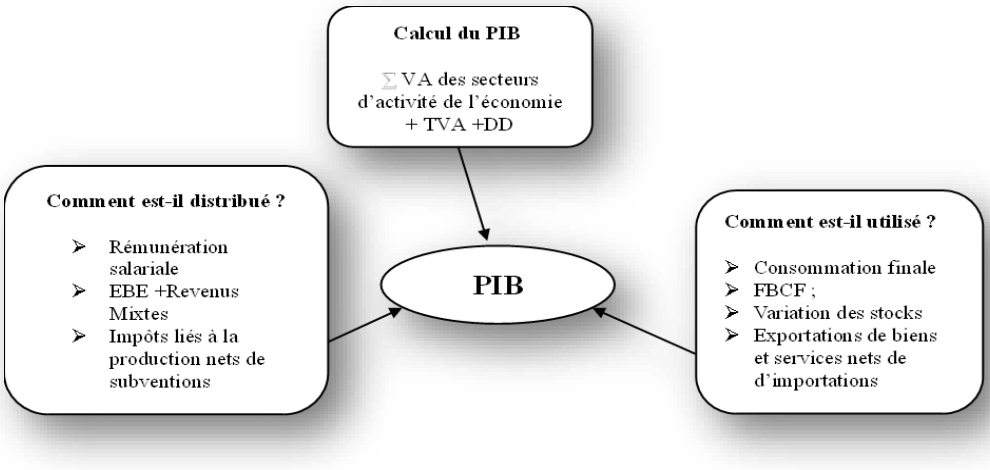
Enfin, l'équilibre entre les revenus et les dépenses des unités institutionnelles est assuré par l'épargne, qui s'élève à 6 599 373 millions de DA. Cette épargne est mobilisée pour financer la formation brute de capital fixe et les variations de stocks, assurant ainsi le soutien à l'investissement dans l'économie nationale.

XI LA COHERENCE COMPTABLE DANS LE CADRE DU SCN :

En fournissant une représentation cohérente et détaillée du fonctionnement de l'économie nationale, les résultats obtenus à partir de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) reflètent les équilibres comptables macroéconomiques de l'Algérie pour l'année 2018. Cette cohérence se manifeste notamment par l'égalité des résultats du PIB calculé selon les trois approches classiques.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la richesse créée par les unités productrices résidentes. Il peut être défini selon plusieurs approches, dont l'optique de la production (ou de l'offre), qui repose sur la relation suivante[17] :

Figure 02: Les trois approches du PIB



Le PIB optique « Production » = la somme des Valeur Ajoutée (VA) + les Impôts sur les produits (TVA+DD) net des subventions sur les produits.

La valeur ajoutée est calculée par la formule : la production totale moins la consommation intermédiaire.

Le PIB optique « Production » = 28 903 876 – (9 241 207+ 812 999*) + 1 543 858

Le PIB optique « Production » = 20 393 527 millions de DA.

* : le montant de 812 999 millions de DA est estimé comme la Consommation intermédiaire de la branche fictive. Cette branche est créée pour consommer l'Ajustement pour Services Imputés Bancaire (ASIB).

Le PIB peut également être défini à partir de l'utilisation qui est faite de cette richesse créée, c'est-à-dire sous l'angle de la demande, à partir des emplois finals. Le PIB est ainsi égal à la somme de la demande intérieur (dépenses de consommation finale des ménages et l'administration publique, et formation brute de capital) et de la demande étrangère nette (exportations nettes des importations), soit :

[17] Berr, E. (2023). Macroéconomie (2e éd.). Dunod.

Le PIB optique « Dépenses » =Consommation Finale des Ménages (CFM)+ Consommation Finale des Administrations Publiques (CFAP)++ Accumulation Brute de Fonds Fixe (ABFF) + Variation de Stocks (VS) + Exportations (X) – Importations (M).

Le PIB optique « Dépenses » = 8 568 253+3 519 491+9 599 372+5 273 974-6 567 566

Le PIB optique « Dépenses » = 20 393 524 millions de DA.

Enfin, comme la valeur ajoutée est la source de tous les revenus, le PIB peut être aussi déterminé sous l'angle des revenus, à partir des revenus primaires distribués par les unités résidentes : Rémunération des Salaires (RS), Excédent Brut d'Exploitation EBE, revenus mixtes (EBE des entrepreneurs individuels), impôts indirects liés à la production, soit :

Le PIB optique « revenu » = Rémunération Salariale domestique (RS total- RS versée par le reste du monde) + EBE+ ILP+ TVA+DD

Le PIB optique « revenu » = (5 537 920- 15 055) + (6 758 215+ 5 196 561+ 131 154 +595 323- 812 999*) + 1 458 545 +1 543858

Le PIB optique « revenu » = 20 393 522 Millions de DA

* : Le montant de (-812 999) millions de DA représente l'Excédent Net d'Exploitation (ENE) de la branche fictive, qui doit être soustrait de l'ENE global.

La structure de la MCS développée montre d'une vision globale de l'économie nationale pour l'année 2018. Bien que façonné par le modélisateur, la MCS ne contient évidemment, pour le moment, aucune hypothèse de comportement. Introduire des comportements économiques revient à expliquer de quelle manière le système des prix, des quantités et des valeurs associés aux différentes transactions conduira à l'équilibre des marchés des produits et des facteurs de production, compte tenu des contraintes budgétaires des agents18. C'est précisément dans le contexte d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC), fondé sur la MCS, que peuvent être menées des simulations contrefactuelles afin d'évaluer les effets attendus de différentes politiques publiques. Ce type de modélisation constitue ainsi un outil précieux pour éclairer les décisions économiques et soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

XII REVISION DE L'ANNEE DE BASE DES COMPTES ECONOMIQUE (REBASAGE DE L'ANNEE 2001) :

L'Office National des Statistiques (ONS) a engagé un rebasage des comptes nationaux, par la substitution de la base 1989 par celle de 2001. Cette révision représente une étape fondamentale dans la mise à jour des statistiques économiques de l'Algérie, tendant à mieux révéler les mutations structurelles de son économie. Le passage à la base 2001 a permis

[18] Decaluwé, B., Martens, A. & Monette, M. (1986). *Comment construire un modèle calculable d'équilibre général ?* Une illustration. *L'Actualité économique, 62* (3), 442–473. https://doi.org/10.7202/601381ar

l'exploration en profondeur des enquêtes des dépenses de consommation des ménages de l'année 2001 et celle des salaires auprès des entreprises (2001). Cette actualisation a entrainé d'innovations méthodologiques significatives, notamment l'intégration des Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM) - une reconnaissance affirmée des institutions financières comme branche productives à l'ère du SCN, une meilleure réflexion sur l'économie non observée — notamment à travers la reconsidération des loyers imputés —, la mise à jour des nomenclatures, ainsi que la prise en compte des recommandations du Système de Comptabilité Nationale 2008. Ce dernier a particulièrement élargi le champ des actifs productifs pour intégrer les dépenses de recherche et développement (R&D) dans la formation brute de capital fixe.

Cette mise à jour méthodologique permet non seulement d'améliorer la mesure des performances économiques nationales, mais également de répondre aux exigences croissantes en matière de disponibilité, de comparabilité et de fiabilité des données. Elle favorise ainsi une meilleure comparabilité des statistiques économiques dans le temps et entre pays, tout en offrant une base analytique, qui prends en considération toute la structure de l'économie pour la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques macroéconomiques. En s'appuyant sur des indicateurs révisés et des données empiriques de meilleure qualité, les décideurs sont en mesure de concevoir des politiques publiques plus pertinentes, cohérentes et adaptées aux réalités économiques actuelles

XIII LA MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE AU SENS DU SCN 2008 :

L'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) suivant les recommandations du SCN 2008 repose sur les nouveaux comptes nationaux de synthèse, à savoir le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI), qui remplacent le Tableau Entrées-Sorties (TES) et le Tableau Économique d'Ensemble (TEE). Le TRE offre une représentation détaillée du processus de création et d'utilisation des biens et services dans l'économie. Structuré sous forme de matrice mettant en relation les produits et les branches d'activité, il met en lumière la répartition de l'offre globale décomposé en production intérieure et importations entre, d'une part, la réponse à la demande finale intérieure (consommation finale et formation brute de capital fixe des agents) et extérieure (exportations), et d'autre part, à la consommation intermédiaire des branches productives, Quant au TCEI, il décrit l'ensemble du processus économique en récapitulant toutes les opérations économiques des différents secteurs institutionnels de l'économie totale via une séquence complète de comptes. Il permet ainsi de mieux saisir explicitement les transferts courants inter-agents économiques.

XIV CONCLUSION :

L'élaboration d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) pour l'économie algérienne au titre de l'année 2018 représente une avancée majeure dans la structuration et l'analyse des interactions macroéconomiques entre les agents économiques et les branches d'activité. Cette matrice synthétise de manière chiffrée (flux) l'ensembles des transactions effectuées dans

l'économie algérienne. Dans un premier temps, la MCS a été construite en s'appuyant sur le champ restreint de la production, tel que défini par le Système des Comptes Économique Algérien (SCEA), qui constitue la base des comptes de synthèse publiés par l'ONS, à savoir le Tableau Économique d'Ensemble (TEE) et le Tableau Entrées-Sorties (TES). Au moyen de cette MCS, nous avons pu faire une lecture de la structure de la production intérieure brute (la PIB), celle-ci fondée sur la ventilation de la valeur ajoutée selon 19 branches d'activité.

Dans un second temps, la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) a été étendue selon les normes du Système de Comptabilité Nationale (SCN), qui adopte une définition élargie de la production conforme aux standards internationaux. Cette extension a reposé sur l'intégration des branches 20, 21 et 22, permettant de couvrir l'ensemble des activités économiques, qu'elles soient marchandes ou non marchandes. En effet, cette approche a permis d'avoir une lecture plus exhaustive des interactions économiques et institutionnelles, dont la cohérence de sa structure comptable a été vérifiée et les équilibres comptables macroéconomiques ont été satisfaits. Ce cadre analytique enrichi constitue une base de données de référence pour la construction et la calibration de modèles d'équilibre général calculable (MEGC), pour l'analyse quantitative d'impact socio-économique des politiques publiques ou des chocs externes.

Le processus de la révision de l'année de référence (2001) des comptes nationaux réalisé par l'Office National des Statistiques (ONS), a permet non seulement de mettre à jour la structure de l'économie à travers les deux enquêtes structurantes auprès des ménages et des entreprises réalisées en 2001, mais aussi de tenir en comptes les nouvelles recommandations du SCN 2008 qui préconisent l'intégration de sources statistiques non disponibles auparavant. Cette révision qui va passer à l'année de référence -2011-, après exploitation des enquêtes réalisées en 2011, nous permettra d'améliorer notre Matrice de Comptabilité Sociale en tenant en comptes de toutes les nouveautés issues de cette révision en termes de nomenclatures qui permettra d'affecter les tableaux des ressources- emplois (TRE) en adaptant les coefficients techniques, en terme de d'évaluation réelle des flux économiques dans les comptes et aussi en terme de réorientation de la structure des dépenses par secteur.

XV REFERENCES:

1. Agoune, D., & Touati, K. (2023). Impact du secteur agroalimentaire sur la croissance sectorielle en Algérie : Approche des multiplicateurs de la MCS 2017. مجلة النمو الاقتصادي والمقاولاتية, 6(2), 82–89.

2. Amia, N., & Oukaci, K. (2021). Impact des programmes d'investissement sur les performances économiques de l'Algérie : Une approche en équilibre général calculable (MEGC). المجلة الجزائرية للاقتصاد السياسي, 3(1), 169–190.

3. Belhocine épse Ghoul, H., & Kherbachi, H. (2021). Impact d'une variation dans les dépenses de l'État : Modèle des multiplicateurs de la matrice de comptabilité sociale (MCS). مجلة معارف للعلوم القانونية والاقتصادية, 2(2), 136–153.

4. Bentabet, B. (1997). Une matrice de comptabilité sociale : Le cas de l'économie algérienne. Les Cahiers du CREAD, (40), 2e trimestre.

5. Berrah, K., & Mousli, A. (2021). Élaboration d'une matrice de comptabilité sociale : Cas de l'économie algérienne. مجلة التنمية والاستشراف للبحوث والدراسات, 6(2), 447–462.

6. Boualam, S., & Benanaya, D. (2022). Matrice de comptabilité sociale désagrégée de l'économie algérienne. Revue d'économie et de statistique appliquée, 19(3), 36–50.

7. Cheickh, S. F. (2011). Une matrice de comptabilité sociale (MCS) du Sénégal pour l'année 2006 (CATT Working Paper No. 7). Université de Pau et des Pays de l'Adour.

8. Collections statistiques. (1988). Les comptes économiques – Exercice 1989-2001 – Éléments de méthodologie et résultats intermédiaires (No. 109). Office National des Statistiques (ONS).

9. Decaluwé, B., Martens, A., & Savard, L. (2001). La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable. Presses de l'Université de Montréal.

10. Fofana, I. (2007). Élaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs politiques et économiques. CIRPEE, PEP, Université Laval.

11. Hamadache, H. (2015). Réforme des subventions du marché du blé en Algérie : Une analyse en équilibre général calculable [Thèse de doctorat, École doctorale économie et gestion de Montpellier – ED 231].

12. Kherbachi, H. (2011). Impact du secteur financier sur l'activité économique en Algérie par la MCSRF. Les Cahiers du CREAD, (95).

13. Kherbachi, H., & Touati, K. (2014). Étude d'impact des programmes d'investissements publics sur la croissance économique en Algérie par le modèle des multiplicateurs de la matrice de comptabilité sociale. Revue des sciences économiques et de gestion, (14).

14. Labidi, M. (1988). Manuel de comptabilité nationale et analyse des comptes économiques de l'Algérie (2e éd., revue et mise à jour). OPU.

15. Mousli, A., & Oukaci, K. (2022). La réforme des subventions aux prix des carburants en Algérie : Une analyse en équilibre général calculable. Economic & Managerial Researches, 16(2).

16. Ouala, S., & Aït Mohammed, M. (2021). Impact analysis of COVID-19 on Algerian economy : General equilibrium model / Analyse d'impact de la pandémie du COVID-19 sur l'économie algérienne : Modèle d'équilibre général. Revue d'Economie et de Statistique Appliquée, 18(2).

17. Oukaci, K., & Kherbachi, H. (2008). Impact de la libéralisation commerciale sur l'intégration et le développement de l'économie algérienne : Évaluation par un modèle d'équilibre général calculable. Les Cahiers du CREAD, (83/84).

18. Siddiqi, Y., & Salem, M. (2012). Une matrice de comptabilité sociale pour le Canada (Document de recherche 11F0027M no. 076). Statistique Canada.

19. Ziad, M. (2007). Les impacts des accords euro-méditerranéens : Une étude quantitative [Mémoire de magistère, Université d'Oran].